

France

19/09/2025

Le climat des affaires se maintient malgré l'incertitude politique

Le climat des affaires est resté stable en septembre, mais des signes de faiblesse apparaissent sous la surface.

La stabilité masque des fragilités sous-jacentes.

Le climat des affaires en France reste stable en septembre, à 96 points pour le quatrième mois consécutif. Un chiffre rassurant à première vue, surtout dans un contexte politique tendu, puisque l'enquête a été menée après l'annonce du vote de confiance. Les chefs d'entreprise ont donc répondu en tenant compte de cette instabilité.

Mais derrière cette stabilité apparente, les signaux d'alerte se multiplient. Dans les services, l'indicateur progresse de deux points, mais ce rebond est lié à une meilleure perception de l'activité passée. Les perspectives, elles, reculent nettement. Et cette amélioration est concentrée dans le sous-secteur « information-communication », qui ne représente que 29 % du secteur. Tous les autres sous-secteurs sont en baisse.

Dans l'industrie, le climat se dégrade : production jugée moins bonne, carnets de commandes en recul. Le commerce de détail atteint son plus bas niveau depuis avril 2022, avec des perspectives en berne et une incertitude croissante. Le bâtiment reste stable, tandis que le commerce de gros affiche une légère amélioration.

Le point le plus préoccupant concerne l'emploi. L'indicateur perd deux points, à 93, son plus bas niveau depuis janvier 2015 (hors période Covid). La baisse des effectifs prévus dans les services pèse lourdement.

Les perspectives de croissance s'assombrissent et la situation budgétaire s'aggrave

Cette détérioration nette du climat de l'emploi est de mauvais augure pour la conjoncture économique dans les prochains mois et laisse présager un ralentissement de la croissance, dans un climat politique très incertain. Après un début troisième trimestre plutôt solide, le risque d'un net ralentissement en fin de trimestre et au quatrième trimestre est élevé. Alors que le taux d'épargne des ménages a atteint son plus haut niveau depuis la fin des années 1970, la consommation des ménages risque de rester freinée, dans un contexte de marché du travail moins porteur et d'incertitude entourant le budget 2026. Un rebond de la consommation après un repli au premier semestre semble peu probable. L'incertitude concernant le budget pourrait également renforcer les comportements attentistes des entreprises, pesant sur les embauches et investissements. Ainsi, après un troisième trimestre modérément positif, une stagnation de l'activité est probable au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, nous prévoyons une croissance du PIB de 0,6 % en 2025 et de 0,8% en 2026, contre 1,1 % en 2024.

Ce faible dynamisme économique risque d'aggraver le problème budgétaire. Le projet de budget de Bayrou avait été établi sur une hypothèse d'une croissance de 1.2% en 2026. Dans ce contexte, la tâche du nouveau premier ministre Sébastien Lecornu pour former un gouvernement et faire passer un budget est encore plus compliqué. Et, même si le nouveau

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Premier Ministre parvient à former un gouvernement et à faire passer un budget, le déficit pour 2026 risque de rester nettement supérieur à 5% l'année prochaine. Selon toutes vraisemblances, la France restera le pire élève budgétaire de la zone euro en 2026.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.